

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.2/L.15
7 juillet 1954
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. KIBWANA CHANZI
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Kibwana Chanzi
Boîte postale 1056
Dar-es-Salaam
T.T.
21 juin 1954

Au Secrétaire général
Conseil de tutelle
ONU
Lake-Success
New-York
(Etats-Unis d'Amérique)

Monsieur,

Comme suite à ma lettre ci-jointe en date du 7 mai 1954, j'ai proposé que le Gouvernement me convoque le 15 juin 1954 pour discuter toutes les questions relatives à ma terre et au Sultanat avec le Agriculture Land Tenure Adviser (M. G.W.Y. Hucks) au sujet de sa lettre du 7 juin 1954 portant la référence No 10849/1699/88. Je vous dirai la vérité sur ce qu'il m'a dit au cours de notre conversation, tout comme si j'étais sous le regard du Seigneur. Il a dit : j'ai été chargé par le Gouvernement de vous expliquer que, étant donné notre puissance dans ce monde, l'ONU n'avait pas la possibilité d'intervenir dans les affaires de ce pays et n'oserait jamais influencer le Gouvernement; ne croyez-pas que le Conseil de tutelle vous aidera à faire reconnaître vos droits dans ce pays; on vous a dit et répété que ce pays est une colonie britannique et vous pouvez voir par vous-même que le Conseil de tutelle voulait bien, le 14 juillet 1953, que vous preniez votre royaume, il y a combien de temps de cela? Il a encore ajouté : Son Excellence le Gouverneur a détruit votre royaume et vous ne l'aurez jamais, à moins qu'il ne vous autorise à envoyer votre pétition à l'ONU et il a continué en disant : toutes les nations du monde sont sans pouvoirs contre nous, elles ont peur de nous et ne feront rien pour

54-18986

contraindre. Lorsque je lui ai demandé pourquoi je ne pouvais pas faire prévaloir mon droit, il n'a pas répondu et s'est mis si fort en colère que j'ai cru préférable de quitter son bureau.

Dans les conditions mentionnées ci-dessus, je vous serais reconnaissant de bien vouloir prêter quelque attention à cette affaire et me faire bénéficier de l'aide en votre pouvoir.

J'ai l'honneur, Monsieur, d'être votre très obéissant serviteur.

K.CH.

KIBWANA CHANZI

Copie à : The Colonial Secretary

The Member for Lands and Mines, Dsm.

Kibwana Chanzi,
Boîte postale 1056
Dar-es-Salam
Afrique orientale
TANGANYIKA

7 mai 1954

Au Secrétaire général,
Conseil de tutelle
ONU New-York
Etats-Unis d'Amérique

Son Excellence le Gouverneur du Tanganyika

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 5 avril 1953, référence No T/PET.2/160 et Add.1, qui m'invitait à me conformer à l'article 93 du règlement intérieur du Conseil de tutelle.

1) Je vous informe par la présente que j'ai envoyé trois notes au Registrar General, pour lui demander de m'expliquer la différence qu'il y a entre une terre tenue en pleine propriété et le premier enregistrement de la terre. Mais le Registrar General n'a pas été en mesure de me l'expliquer, parce que le représentant du Tanganyika s'est trompé en disant que cette terre est une terre de la Couronne.

2) Ayant remarqué qu'il ne pouvait me donner d'explications, j'ai écrit à Son Excellence le Gouverneur en lui demandant de me faire savoir ce que je devais faire si le Conseil de tutelle m'invitait à faire part de mes titres au Registrar General. Etant donné que le Gouverneur savait que cette terre était tenue en pleine propriété, il ne m'a pas répondu. De ce fait, je suis convaincu que le Gouverneur n'a pas l'intention de me laisser avoir ma shamba pour les raisons suivantes :

Le 27 septembre 1951, je lui ai écrit pour lui expliquer mon affaire. Il m'a répondu le 19 novembre 1951 par une lettre, référence No 10849/1699/32, en m'indiquant que dans tous les cas je devrais commencer par faire une demande au Registrar General pour le premier enregistrement de la terre que je prétendais posséder en pleine propriété, ou, dans le cas contraire, recourir à la justice.

Dans le deuxième paragraphe il ajoutait que je serais mal venu de faire longuement état des arguments que je faisais valoir dans ma lettre puisqu'on pouvait considérer que l'affaire avait été portée devant les tribunaux. En particulier, il n'était pas en mesure de faire des observations sur les divers actes de cession qui ont été enregistrés en ce qui concerne cette terre ou des parties de cette terre seulement.

Il affirmait ensuite que je ne devais pas écrire de nouveau à ses bureaux au sujet de la shamba, si ce n'est pour faire valoir que ces actes de cession ne pouvaient transmettre que les intérêts des vendeurs de la terre.

J'ai été étonné de l'ordre qui m'a été donné d'acheter ma propre terre, mais je suis bien sûr que personne n'est assez stupide pour acheter ce qui lui appartient déjà, lorsque je me suis rendu au Land Department, on m'a fait savoir que je devais faire le premier enregistrement de ma terre.

Le Registrar General était disposé à me donner la shamba, mais il ne peut agir contre Son Excellence le Gouverneur; celui-ci m'a ordonné de faire le premier enregistrement de ma terre afin d'empêcher le Registrar General de me donner ma shamba, parce qu'il est l'un de ceux qui détiennent maintenant ma shamba. Je me permets d'affirmer cela en me fondant sur les recherches que j'ai faites le 10 avril 1951, dossier No 51472 et parce que j'ai trouvé la mention de plusieurs noms et que j'ai vu également que les trois parcelles 5/1, 6/1, 7/1 sont entre les mains du Gouverneur, et que Son Excellence le Gouverneur les détient depuis le mois de son arrivée dans le Territoire. Ces parcelles étaient auparavant la propriété de MM. Hans Borowski et Erich Knachmoss et je suis persuadé qu'ils n'étaient pas fonctionnaires du Gouvernement, parce que ces messieurs ont acheté ces parcelles à un arabe nommé Yahaya. Dans le second paragraphe de sa lettre, référence No 10849/1699/32, il indiquait, entre autres choses, qu'il n'est pas en mesure de parler des divers actes de cession qui ont été enregistrés en ce qui concerne cette terre ou des parties de cette terre. Ce paragraphe montre bien qu'on ne saurait s'infliger à soi-même un dommage, ce qui veut dire que Son Excellence le Gouverneur a bien reçu l'acte de cession dont il n'est pas en mesure de parler. J'ai également remarqué que le représentant du Tanganyika a déclaré devant le Conseil que les noms de mon père et de mon grand-père ne figuraient pas dans la liste de ces huit personnes.

Pourtant, en 1951, j'ai fait une recherche officielle dans les services du Registrar General et j'ai vu que les noms de mon père et de mon oncle, Chanzi Chuma et Mwalim Chuma figuraient dans le dossier de l'affaire en 1949, quand je n'avais pas encore commencé à faire valoir mes droits.

- a) Je voudrais bien qu'il me dise où il a trouvé le nom de mon père et de mon oncle, s'il ne les a pas relevés dans la liste.
- b) Pourquoi ont-ils été mentionnés dans cette affaire de 1949 alors qu'ils étaient morts à cette époque.
- c) Il a également affirmé que la shamba est une shamba de la Couronne et ce serait pourquoi, d'après lui, mon père et mon oncle se seraient trouvés impliqués dans l'affaire qui a été ouverte au sujet de cette terre. Si donc cette terre est une terre de la Couronne, pourquoi ont-ils fait l'objet de poursuites dans cette affaire ?
- d) Il a affirmé que la parcelle N° 1 était la propriété de huit personnes, peut-il me dire d'où elle leur vient ? Comment ont-ils obtenu cette terre ? L'ont-ils achetée à quelqu'un ? Si la réponse est affirmative, peut-il me dire pourquoi ils n'occupent plus leur parcelle ? Si la réponse est négative, je voudrais qu'il m'explique pourquoi ils ne sont plus sur leur parcelle, je voudrais également que l'on m'explique comment chacun d'eux a été chassé de sa propriété.

4. En ce qui concerne cette affaire de 1949, le nom de ces huit personnes, y compris le nom de mon père et de mon oncle, a été inscrit dans les dossiers; comment cela aurait-il pu se faire s'ils n'avaient pas été portés sur la liste ? Je voudrais qu'il m'explique comment il a pu savoir que mon père n'était pas mentionné sur cette liste ? Pourquoi le Gouverneur ne m'a-t-il pas dit que mon grand-père ou mon père ne figurent pas sur la liste des huit personnes ?

5. Quelques fonctionnaires m'ont dit que la shamba m'appartient de toute évidence mais qu'ils ne peuvent pas me la donner parce que Son Excellence le Gouverneur a rendu un arrêt disant que je n'aurais pas cette terre, à moins que je ne fasse le premier enregistrement, qu'elle soit ou non possédée en toute propriété. Il a promulgué cette loi parce qu'il savait que je n'agirais pas comme si cette terre était tenue en pleine propriété, ce qui lui permettait de conserver la possession de ces trois parcelles.

6. Le représentant du Tanganyika a également déclaré que, si je ne pouvais pas faire le premier enregistrement de la terre, je devrais faire valoir mes droits auprès de la Cour Suprême. Mais je ne l'ai pas fait et je ne veux pas encore saisir la Cour Suprême de mon affaire, parce que :

- 1) La Cour Suprême a envoyé en 1955 une force de police pour nous expulser de notre shamba, nos maisons et tous nos autres biens ont été détruits, quelques-uns d'entre nous ont été gravement blessés et deux hommes sont morts dans les dix jours.
- 2) Nous n'avons pas porté ces faits à la connaissance du Gouverneur parce que nous n'étions pas en mesure de le faire à ce moment-là et parce que nous n'avons pas réussi à comprendre pourquoi cette force de police avait été envoyée chez nous.

J'ai l'honneur, Monsieur, d'être votre
obéissant serviteur,

K. CH
(KIBWANA CHANZI)

Copies :

Colonial Secretary, M.P. Londres.

Hon. Chief Secretary to the Government, Dar-es-Salaam.

Hon. Registrar General, Dar-es-Salaam.

A Monsieur le Secrétaire général
Conseil de tutelle de l'ONU
Lake Success, New-York
Etats-Unis d'Amérique

Boîte postale 1056
Dar-es-Salam
Tanganyika
Afrique orientale
Le 25 juin 1954

Monsieur,

Je me permets de vous adresser ces quelques lignes pour vous informer que, trois jours après l'envoi de mes lettres, j'ai reçu du Gouvernement une lettre que je vous communique ci-joint, ainsi qu'une autre lettre que j'ai envoyée au Gouvernement.

Veillez agréer, etc.

KIBWANZA CHANZI

Expéditeur : Kibwana Chanzi
Boîte postale 1056
Dar-es-Salam
Le 20 avril 1954

A l'Honorable
Secrétaire en chef par intérim
du Gouvernement,
Secrétariat
DAR-ES-SALAM

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° 10849/1846/41 en date du 31 mars 1954, à laquelle étaient jointes des copies où les mêmes faits étaient exposés par l'ONU.

Je me permets d'indiquer que tous ces renseignements n'étaient connus, étant donné que j'avais reçu les mêmes copies des procès-verbaux de l'ONU, mais j'ai été très surpris de constater que les notes relatives au vote n'étaient pas jointes à vos copies tandis qu'elles l'étaient aux exemplaires que j'ai reçus de l'ONU. Je suis donc sûr que le vote vous a été communiqué.

Je tiens à déclarer que l'objet de ma lettre n'est pas de demander au Gouvernement de m'expliquer encore une fois les renseignements que l'ONU m'a communiqués, mais de savoir exactement à partir de quel mois ou de quelle date je pourrai occuper mon trône. Si mon cerveau me porte à dire cela, c'est parce que je constate que les jours passent et qu'aujourd'hui il s'est écoulé près d'une année depuis la décision de l'ONU en date du 14 juillet 1953; à mon grand regret, je dois déclarer que mon Gouvernement ne m'a rien dit, aussi je le prie de reconnaître officiellement mon rang, si possible à partir du 15 mai 1954.

MA SHAMBA /Terrain/

En ce qui concerne la shamba, j'ai été invité par l'ONU à déposer auprès du Registrar General une demande d'enregistrement de mes droits fonciers aux fins d'accomplissement des formalités. Pour me conformer à l'invitation contenue dans le procès-verbal, j'ai fait parvenir au Registrar General trois lettres le priant de me communiquer tous renseignements sur l'enregistrement foncier de manière à pouvoir y procéder en pleine connaissance de cause. Mais il n'a pas pu me

répondre, de sorte que j'ai envoyé une lettre au Gouverneur pour lui donner des explications au sujet du Registrar General et lui demander ce que je devais faire; lui non plus n'a pas pu me répondre, aussi, je tiens à déclarer que je désire de nouveau saisir l'ONU de l'affaire de ma shamba, comme suite au paragraphe 3. Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir porter à la connaissance du Gouverneur les faits relatifs à mon exposé que j'enverrai à l'ONU; ledit exposé doit contenir certains renseignements à son sujet pour que je puisse recevoir mon terrain.

Etant donné les circonstances que je viens d'exposer, je vous serais obligé de bien vouloir m'accorder une réponse avant la date mentionnée ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

(signé) K. CH.

K. CHANZI

TANGANYIKA,

No 10849/1846/59

Monsieur,

SECRETARIAT

DAR-ES-SALAM

Le 19 juin 1954

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre en date du 20 avril 1954, adressée au Secrétaire en chef.

2. En ce qui concerne vos prétentions au titre de "Sultan de la Province orientale", fondées sur votre qualité de petit-fils du Sultan Pazi Killama Lukali Mwingamkamba, que vous déclarez avoir été "Sultan du Tanganyika", je suis chargé de vous informer que je n'ai rien à ajouter aux termes de ma lettre No 10849/1846/41 en date du 31 mars 1954, qui contenait la copie du document décrivant l'examen de votre pétition par l'Organisation des Nations Unies et indiquant la décision prise par cette Organisation, à savoir que votre pétition n'appelait aucune action de sa part.

3. En ce qui concerne votre revendication relative à la propriété de certains terrains situés à Téméké, nous relevons dans votre lettre du 7 mai 1954, adressée à son Excellence le Gouverneur, que vous saisissez à nouveau de cette affaire l'Organisation des Nations Unies. De ce fait, ainsi que nous vous en avons informé par notre lettre No 10849/1699/85 en date du 15 mai 1954, nous ne pouvons donner suite à votre lettre du 20 avril 1954.

Veillez agréer, etc.

(signé) ..illisible..

Pour le SECRETAIRE EN CHEF DU GOUVERNEMENT

Mr. KIBWANA CHANZI
Boîte postale No 1056,
DAR-ES-SALAM.
